

Alerte sur les besoins prioritaires en 2019

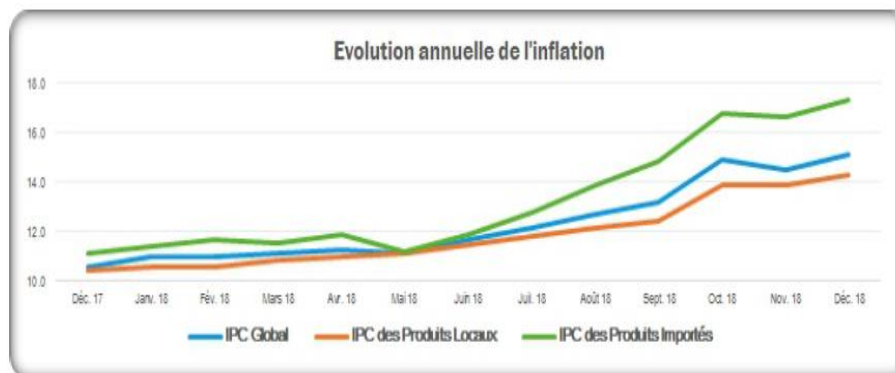
Version du 22 mars 2019

1- Contexte général en Haïti

La croissance démographique, l'évolution des habitudes alimentaires et l'importation d'aliments essentiels transformés ont un impact direct sur la demande alimentaire en Haïti. A cela s'ajoutent les changements climatiques et leur impact négatif sur la productivité agricole haïtienne : mauvaises répartition des précipitations, sécheresses/ inondations, perte de terres arables/ déforestation... qui limitent fortement la capacité du pays à augmenter sa production agricole, assurer sa sécurité alimentaire et nutritionnelle, éradiquer la pauvreté et réaliser un développement plus durable. L'année 2018 a été particulièrement marquée par une dégradation de la situation économique ayant sévèrement impacté le pouvoir d'achat des ménages haïtiens, spécialement les plus pauvres et ceux ayant des femmes chefs de ménage.

Pour le secteur sécurité alimentaire, cette détérioration, qui devrait se poursuivre en 2019, s'articule autour des trois points suivants :

- ✓ **Dépréciation de la monnaie nationale (la gourde)** correspondant à la baisse de la valeur de la gourde par rapport au dollar. Cette dépréciation, dans un contexte où les prix des principaux biens et services sont fixés en dollars américains, a un impact négatif sur l'inflation et des conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages. Or, entre février 2018 et février 2019, la gourde a perdu 28% de sa valeur nominale passant de 63,92 à 82,07 gourdes pour un dollar américain.
- ✓ **Croissance de l'indice des prix à la consommation** qui permet de mesurer la hausse du niveau d'inflation. Ce taux reflète le changement subi par les prix payés par le consommateur moyen pendant une période donnée lors de ses achats de biens et services. Une croissance de cet indice, sans croissance des revenus, conduit à une diminution du pouvoir d'achat. Au cours de l'année 2018, la croissance de cet indice s'élevait à 15,1% avec des hausses de prix particulièrement marquées pour les fonctions de consommation liées à l'alimentation et à la santé.



Source: Bulletin de l'IPC, Janvier 2019, IHSI

- ✓ **Evolution du coût du panier alimentaire** qui permet de suivre l'accès des ménages au panier de base dans le temps. Ce panier reflète surtout la consommation alimentaire des ménages pauvres à faible niveau de revenu. Au cours du 4^e trimestre 2018, le panier alimentaire a atteint 1.385 gourdes en moyenne, soit une hausse d'environ 10% en rythme annuel et une hausse de 34% depuis janvier 2016.

Pour le secteur Nutrition, l'émaciation ou malnutrition aigüe (déficit de poids par rapport à la taille) fluctue sur des courtes périodes dues aux variations saisonnières « normales » de la sécurité alimentaire et des maladies infectieuses et celles liées aux aléas climatiques. Sa prévalence nationale était estimée à 3,7% en 2017 soit un enfant sur vingt-cinq mais elle avait atteint les 10.1% en 2006 se situant au-dessus du seuil d'alerte de 10% selon la classification de l'OMS. Ses moyennes nationales masquent néanmoins les disparités géographiques et sociaux-économiques. A noter qu'Haïti est classé 109^eme pays sur 119 pour le score de l'indice global de la faim¹ et qu'un peu moins de la moitié de la population haïtienne est sous-alimentée (IFPRI 2017). La malnutrition

¹ Cet indice mesure la nature multidimensionnelle de la faim et est basé sur 4 indicateurs : sous-alimentation de la population générale (<1800 calories par jour), et retard de croissance, émaciation et mortalité chez les enfants de moins de 5 ans.

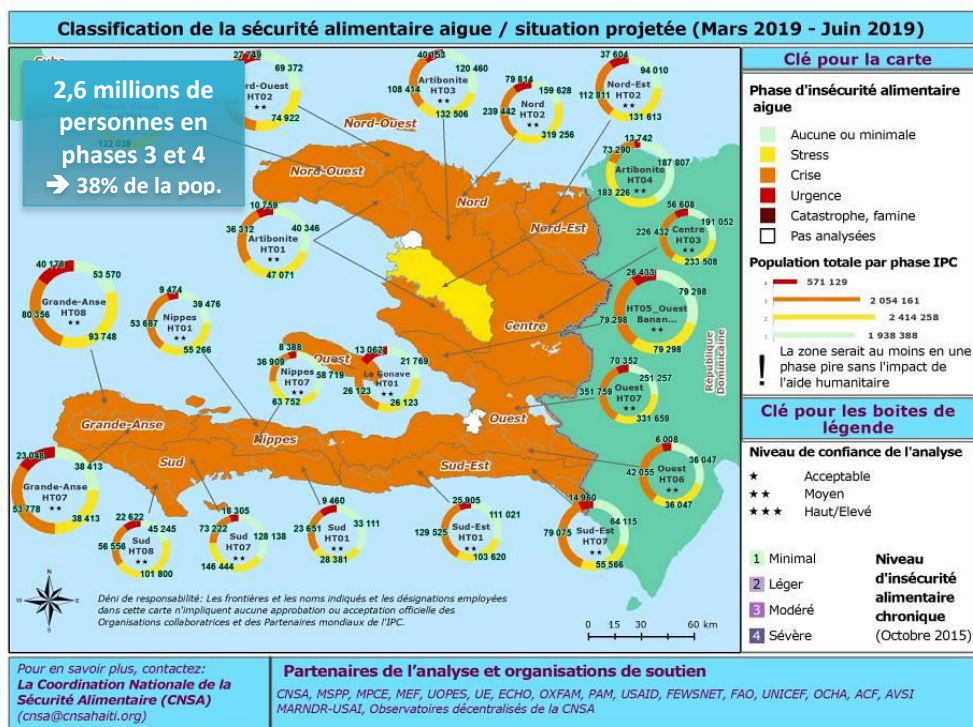
chronique (déficit de taille par rapport à l'âge) est à 22% chez les enfants de moins de 5 ans, et environ 4 fois plus élevée chez les plus pauvres (34%) que chez les plus aisés (9%). La prévalence de l'anémie, un marqueur de la carence en fer, est à un niveau alarmant avec 66% des enfants de moins de 5 ans souffrant d'anémie.

2- Les besoins prioritaires en sécurité alimentaire et en nutrition

2.1. Sécurité alimentaire

Comme mentionné dans l'Aperçu des besoins humanitaire en Haïti (HNO 2019), les besoins des populations les plus vulnérables se sont fortement accrus par rapport au HNO 2018. Selon la dernière analyse IPC (décembre 2018), 2,6 millions de personnes à Haïti devraient se trouver dans les phases « Crise » (2.054.000 personnes) et « Urgence » (571.000 personnes) de l'IPC durant la période de soudure (mars à juin 2019), soit le double par rapport à la période de soudure de 2018. Cela représente environ 38% des populations analysées dans cette IPC. Selon les analyses du secteur Sécurité alimentaire, 1,1 million de ces populations en phases 3 et 4 sont à cibler en priorité avec des interventions d'urgence par les partenaires humanitaires du secteur SA.

Il faut noter, par ailleurs, que les populations des zones urbaines n'ont pas été analysées dans cette analyse IPC et représentent environ 3,5 millions de personnes. Même si leurs besoins sont globalement moins importants que ceux des zones rurales, une partie d'entre elles auraient également des besoins en sécurité alimentaire.



Source : Analyse IPC à Haïti, situation projetée – mars à juin 2019

2.2. Nutrition

Les priorités du secteur nutrition telles que définies le HRP 2019 sont les enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition aiguë localisés dans les zones de sécheresse identifiées par l'IPC d'octobre 2018. Le secteur de la nutrition avait alors estimé qu'environ 39 000 enfants de moins de 5 ans seraient potentiellement atteints de malnutrition aiguë en fonction de l'évolution de la situation de sécurité alimentaire. Le secteur avait ciblé en priorité 50% des besoins soit la prise en charge de 19 500 enfants avec malnutrition aiguë.

Néanmoins, l'enquête, qui s'est poursuivie en novembre 2018 au-delà des zones de sécheresse, a mis à jour des besoins beaucoup plus importants dans l'ensemble des territoires ruraux avec une augmentation d'environ 75% des personnes en situation d'insécurité alimentaire par rapport à l'estimation d'octobre 2018.

D'autre part, la crise du pouvoir d'achat (dépréciation de la gourde et augmentation des prix des denrées alimentaires de base) et les mouvements sociaux, qui ont suivi en février 2019, ont mis en exergue les limites de l'IPC qui n'incluent pas les populations urbaines dans l'analyse des besoins humanitaires. Du fait de leur dépendance aux achats pour leur alimentation, les populations urbaines notamment les classes les plus pauvres sont les plus affectées par l'inflation galopante et la perte du pouvoir d'achat.

3- Réponses prioritaires en sécurité alimentaire et nutrition

3.1. Sécurité alimentaire

La réponse des partenaires du secteur SA en 2019 s'articule autour des trois objectifs stratégiques prioritaires (OS)² dont les deux premiers sont repris dans le tableau ci-dessous.

Planification des réponses des partenaires du secteur SA à Haïti en 2019

		OS1 : assistance alimentaire d'urgence (phase 4)	OS2 et 3 : Restaurer les moyens d'existence (phases 3 et 4)	TOTAL
Montant requis dans le HRP		46,8 MUSD	12,1 MUSD	58,9 MUSD
Montant requis hors HRP			68,3 MUSD	68,3 MUSD
Population à cibler		571.000	1.100.000	1.100.000
Couverture actuelle	Personnes	166.000	267.000	
	Pourcentage	29%	24%	
Reste à couvrir	Personnes	405.000	833.000	
	Pourcentage	71%	76%	
	Montant dans HRP	33,2 MUSD	6,0 MUSD	39,2 MUSD
	Montant hors HRP		62,3 MUSD	62,3 MUSD

Source : données consolidées par le secteur SA à Haïti.

Sur la base des financements actuellement reçus ou raisonnablement pressentis par les partenaires en sécurité alimentaire, une consolidation de la réponse du secteur SA est présentée dans le tableau suivant. Pour évaluer les besoins financiers restant à couvrir, le calcul est réalisé en prenant comme référence le coût d'une ration alimentaire complète pendant 3 mois par les partenaires à Haïti. Il est d'ailleurs rappelé que les transferts monétaires sont à privilégier plutôt que les distributions alimentaires en nature en Haïti, dans la mesure où les marchés sont fonctionnels. Pour cette activité « assistance alimentaire d'urgence », il représente en moyenne 82 USD/ personne, soit **33,2 millions de dollars** pour 405.000 personnes non couvertes actuellement (IPC phase 4).

Dans la matrice 4W, le deuxième axe stratégique « Restaurer les moyens d'existence » inclut une large palette d'activités pour l'agriculture, l'élevage, la pêche... avec des coûts extrêmement variables, selon les modalités choisies. Dans un objectif d'estimation des coûts, il est indispensable d'adopter une approche harmonisée. Les transferts monétaires à usages multiples de type filets sociaux, comme ceux du programme Kore Lavi pourraient servir de base de calcul. Ce programme verse 25 USD/ mois par ménage (hors coûts support). Sur cette base, le coût moyen serait également autour de 82 USD/ personne pour l'année 2019. A raison de 833.000 personnes non couvertes en 2019 pour cette seconde activité, cela représente un besoin financier de **68,3 millions de dollars**.

➔ **Un total de 101,5 MUSD reste à mobiliser pour la SA dont 39,2 MUSD dans le cadre du HRP 2019**

3.2. Nutrition

Pour 2019, le secteur de la nutrition a estimé à 1,5 millions de dollars le coût de la réponse humanitaire visant à réduire le risque de morbidité et de mortalité associé à la malnutrition à travers les actions suivantes :

- ✓ Le traitement curatif des enfants de moins de 5 ans affectés par la malnutrition aiguë sévère et modérée via la prise en charge communautaire ;
- ✓ Le renforcement de la surveillance nutritionnelle par le biais d'un dépistage actif, de données programmatiques et d'enquêtes nutritionnelles afin de suivre l'évolution de la situation nutritionnelle ;
- ✓ Le renforcement des capacités départementales de mise en œuvre, de coordination et de suivi de la réponse humanitaire en nutrition.

A ce jour aucun bailleur de fonds ne s'est manifesté pour financer le secteur de la nutrition, aussi **le total de 1,5 millions USD du HRP reste à mobiliser**.

² Cf. Plan de réponse humanitaire à Haïti (OCHA, HRP 2019)

Dans le contexte de l'aggravation de la situation économique le secteur de la nutrition a estimé que **l'enveloppe de 1,5 millions doit être doublé à 3 millions USD** afin de considérer les besoins des populations urbaines et des populations rurales hors « zones de sécheresse » les plus démunies.

4- Messages clefs et perspectives pour 2019

- ✓ La détérioration de la sécurité alimentaire à Haïti risque de se poursuivre en 2019, notamment dû à la persistance du phénomène El Niño, accentuant les effets de la sécheresse sur une production agricole qui était déjà réduite en 2018.
- ✓ Cette forte baisse de la disponibilité alimentaire et des revenus liés à l'agriculture se conjuguent à une baisse de l'accès alimentaire pour les ménages haïtiens les plus vulnérables, affectés par une hausse des prix des denrées de base (+ 10 %/an), dans un contexte de forte inflation (+15 %/an) et de dépréciation de la monnaie nationale.
- ✓ Aux difficultés agro-économiques auxquelles font face les haïtiens les plus vulnérables, s'ajoutent les troubles socio-politiques que traversent le pays, notamment depuis le 7 février 2019. Ce contexte global ne fait que dégrader davantage la situation socio-économique du pays et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages haïtiens : dépréciation accentuée de la monnaie nationale, pénuries alimentaires et accélération de l'augmentation des prix des aliments essentiels.
- ✓ Outre les répercussions des troubles socio-économiques actuels sur la sécurité alimentaire, environ 101,5 millions de dollars américains restent à mobiliser pour les partenaires du secteur de la sécurité alimentaire en 2019 pour couvrir l'ensemble des besoins prioritaires, parmi lesquelles 833.000 personnes non couvertes, dont 405.000 en phase « urgence » de l'IPC. Ces populations risquent de se trouver dans une situation bien plus détériorée, notamment les femmes et les enfants, dès le début de la période de soudure à Haïti (mars à juin 2019) si aucune aide supplémentaire n'est fournie dans les semaines à venir.
- ✓ Dans le contexte actuel de crise du pouvoir d'achat, le statut nutritionnel des enfants pourrait se dégrader rapidement notamment chez les ménages les plus pauvres dont une partie importante de leurs revenus est consacrée à l'achat des denrées alimentaires. Cette dégradation appelle à augmenter la couverture géographique et le budget humanitaire du secteur de la nutrition pour la prise en charge de la malnutrition aigüe à 3 millions de dollars.
- ✓ Le secteur de la nutrition doit, d'autre part, considérer l'inclusion d'actions préventives prouvées efficaces et à faible coût, dans la réponse humanitaire afin de mitiger la dégradation de la situation nutritionnelle. Celles-ci doivent prioriser la période des 1000 premiers jours de la vie, c'est-à-dire les enfants de moins de 2 ans, afin d'intervenir de façon précoce et minimiser les actions curatives plus coûteuses. Ceci inclut la promotion des bonnes pratiques alimentaires du nourrisson et jeune enfant en situation d'urgence accompagnée par la distribution de micronutriments pour améliorer la qualité du régime alimentaire des jeunes enfants. Afin d'ajouter ce volet à la réponse humanitaire 750,000 dollars sont nécessaires, soit une enveloppe totale de 3,75 millions pour un paquet de nutrition curatif et préventif intégré.